

**EXTRAIT DU REGISTRE  
DES DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL  
DE LA COMMUNE DE RISOUL**

**Nombre de Membres**

Afférents au conseil	En exerci ce	Qui ont pris part à la délibération
15	15	11

**Séance du 19 Septembre 2023**

L'an deux mille vingt-trois et le dix-neuf septembre à 09h00,  
Le Conseil municipal de cette commune, régulièrement convoqué, s'est réuni au nombre prescrit par la loi, dans le lieu habituel de ses séances sous la présidence de M. Régis SIMOND, Maire.

**Sens du vote :**

**Pour : 11**

**Contre : 0**

**Abstention : 0**

**Présents :** Mmes et Mrs les Conseillers : Mmes BALLOCCHI Sylvie, JUZIAN Catherine, VASINA Pauline MM. BONNAFFOUX Mickaël, ESMIEU Alain, FEUILLASSIER Sylvain, JEHAN Frédéric, LELIEVRE Benoit, QUERE Gérard, SIMOND Régis.

**Excusés :** CARRETTA Thierry (pouvoir à Mme JUZIAN Catherine).

**Absent :** Mme TUDORET Sabira ; Mrs BRUN Jean Luc, COMBAL Benjamin, RODINI Jean-Louis.

**Secrétaire de séance :** BALLOCCHI Sylvie.

**Date convocation :**

Le 8 septembre 2023

**Date d'affichage :**

Le 8 septembre 2023

**Objet : Approbation du rapport de la Commission Locale d'Evaluation des Charges Transférées (CLECT) du 26 juin 2023.**

**Vu** le Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT) ;

**Vu** l'article 1609 nonies C du Code Général des Impôts ;

**Considérant** le rapport de la CLETC du 26 juin 2023, reçu le 18 juillet 2023 par mail.

Monsieur le Maire rappelle aux membres du Conseil Municipal qu'une Commission locale d'évaluation des charges transférées (CLECT) a été mise en place le 17 juillet 2021 au sein de la Communauté de communes du Guillestrois-Queyras, lors du changement de gouvernance. Celle-ci est composée d'un représentant par commune, soit 15 membres au total.

La Commission Locale d'évaluation des Charges Transférées (CLECT) a pour mission :

- d'une part, de procéder à l'évaluation du montant de la totalité des charges financières transférées à l'Etablissement Public de Coopération Intercommunale, qu'est la Communauté de communes du Guillestrois et du Queyras, et correspondant aux compétences dévolues à celui-ci ;
- d'autre part, de calculer les attributions de compensation versées par l'EPCI à chacune de ses communes membres.

La CLECT doit donc obligatoirement intervenir lors de tout transfert de charges qui peut résulter, soit d'une extension des compétences de l'EPCI, soit de la définition de l'intérêt communautaire de telle ou telle action.

Ainsi, la Commission d'Evaluation des Charges Transférées (CLECT) s'est réunie le 26 juin dernier, dans le cadre de la clause de revoyure qu'elle avait proposée afin de ré-évaluer, le cas échéant, les charges nettes transférées liés à la mobilité navette estivale de St-Véran-

Clausis, navettes hivernales d'Abriès-Le Roux, Arvieux, Ceillac, Molines-en-Queyras après un an d'exercice.

Le rapport de la CLECT est joint à la présente délibération.

Ce rapport doit être approuvé par délibérations concordantes à la majorité qualifiée prévue au premier alinéa du II de l'article L.5211-5 du CGCT, c'est-à-dire par deux tiers au moins des conseils municipaux intéressés représentant plus de la moitié de la population totale de celles-ci, ou par la moitié au moins des conseils municipaux des communes représentant les deux tiers de la population.

Ces délibérations doivent prises, au plus tard, dans un délai de trois mois à compter de la transmission du rapport du conseil municipal par le président de la CLECT.

Après avoir délibéré, le Conseil municipal, à l'unanimité :

**Approuve** l'exposé de Monsieur le Maire ;

**Adopte** en conséquence le rapport de la CLECT ainsi présenté et joint à la présente délibération.

Ainsi fait et délibéré, les jours mois et an ci-dessus.

Le Maire,



Régis SIMOND

La secrétaire de Séance

Sylvie BALLOCCHI

La présente délibération sera transmise à Monsieur le Préfet des Hautes-Alpes.

La présente délibération, à supposer que celle-ci fasse grief, peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Marseille dans le délai de deux mois suivant sa publication.

Le recours peut également être déposé sur l'application internet Télérecours citoyens à l'adresse suivante : [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr)

La délibération peut également faire l'objet d'un recours administratif auprès du Maire dans le même délai ; en cas de réponse négative ou en cas d'absence de réponse dans un délai de deux mois, le demandeur dispose d'un nouveau délai de deux mois pour introduire un recours contentieux.

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

005-210501193-20230919-D2023-063-DE

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 19/09/2023

Publication : 19/09/2023

Pour l'autorité compétente par délégation